



ENTREVUE AVEC M^E KENEL, FISCALISTE PASSIONNÉ

**FORFAITS FISCAUX, PERMIS D'ÉTABLISSEMENT ET FRANC FORT,
LA SUISSE EST-ELLE TOUJOURS AUSSI ATTRACTIVE POUR LES ÉTRANGERS ?
M^E KENEL, AVOCAT SPÉCIALISÉ DANS LES DÉLOCALISATIONS
DES PERSONNES FORTUNÉES, NOUS ÉCLAIRE.**

Début 2015, l'annonce de la Banque Nationale Suisse concernant l'abandon du taux plancher mettait le feu aux poudres. Afin de faire le point de la situation, nous avons rencontré M^e Philippe Kenel, avocat-fiscaliste réputé en Suisse et en Belgique, dans son Etude à Pully. Président de la Chambre de Commerce Suisse pour la Belgique, ce membre actif de la LICRA (Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme) est également chroniqueur pour la Tribune de Genève et 24 Heures, sans oublier le blog qu'il tient pour l'Hebdo. Après un accueil chaleureux, M^e Kenel est fier de nous présenter

son guide pratique « Délocalisation et investissements des personnes fortunées étrangères en Suisse et en Belgique », fraîchement réédité en 2014. Il nous confie qu'à 54 ans, il attend que ce guide le suive jusqu'à la fin de sa carrière et qu'une édition mise à jour sortira certainement en 2017-2018. D'emblée, M^e Kenel se révèle être un orateur hors pair. On comprend rapidement qu'il sera difficile de s'en tenir aux questions préparées pour cette entrevue tant il aime relier tous les aspects, qu'ils soient politiques, fiscaux ou humains, pour donner une analyse la plus complète possible de la situation.

La victoire des forfaits fiscaux

Lorsqu'on lui demande s'il constate une baisse des demandes de personnes étrangères voulant se délocaliser en Suisse, M^e Philippe Kenel assure que ces sollicitations sont constantes. Elles se sont toutefois avérées en baisse juste avant la votation du 30 novembre 2014 (NDLR : initiative populaire visant à abolir les forfaits fiscaux et rejetée par le peuple à 59.2 %), lorsqu'il les freinait quelque peu lui-même afin de voir l'issue du vote. S'il lui paraît aujourd'hui facile de dire qu'une telle initiative n'avait aucune chance de passer, il rappelle que quand bien même les forfaits ayant déjà augmenté selon

certains cantons, le véritable changement se fera pour les personnes arrivant en Suisse après le 1^{er} janvier 2016. De plus, les personnes étant sous l'ancien système conserveront leurs avantages actuels jusqu'au 1^{er} janvier 2021. Fervent défenseur du forfait fiscal, M^e Kenel spécifie : « J'ai toujours dit que les petits forfaits tueront le forfait. Je me suis toujours battu contre les petits forfaits parce que je crois que les Suisses, on l'a vu, soutiennent ce système, pour autant qu'il ne soit pas trop bas ». Rappelons-nous, après les votations de février 2009 déjà, adoptant par 59.6% de voix un arrêté fédéral portant l'approbation de la reconduction de l'accord entre la Suisse et la Communauté européenne et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes, M^e Kenel avait annoncé qu'il fallait réformer les forfaits pour conserver leur légitimité ; des durcissements qui avaient été faits en 2012. Les conditions du forfait ayant donc déjà été durcies dans certains cantons, le risque que la baisse des forfaits accordés ne séduise plus les fortunes étrangères voulant s'installer en Suisse, voire même pousse celles déjà établies à quitter notre pays, est minime : « Ce phénomène est le même en Angleterre et s'est généralisé dans d'autres pays. A présent, ce sont les fortunes les plus importantes qui bénéficieront d'avantages fiscaux et les fortunes moyennes passeront sur un système d'imposition dit du réel ». Ceci dit, M^e Kenel nous invite également à ne pas minimiser les aspects négatifs du forfait en ce sens que non seulement il est cher, en comparaison avec d'autres pays figurant dans la liste des pays fiscalement intéressants, mais qu'il exclut surtout toute activité lucrative. « Je défends complètement cette condition parce que c'est la clé du système. Si une personne étrangère pouvait venir ici en ayant une activité lucrative, le fortuné suisse dirait "mais pourquoi pas moi ?" ». A l'inverse, dans les pays concurrents, à savoir en Grande-Bretagne, au Portugal, en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg, les gens bénéficiant de forfaits fiscaux peuvent exercer une activité lucrative. A ce propos, M^e Kenel nous confie que certains clients n'hésitent pas à renoncer au forfait, simplement parce qu'ils ne s'imaginent pas ne pas travailler. Bien sûr, si le forfait avait été purement et simplement aboli, certaines fortunes auraient quitté le pays, M^e Kenel ayant lui-même dû plancher sur des solutions de remplacement dans d'autres pays, lors de l'attente des résultats du scrutin de novembre 2014.

Le franc fort, quelles conséquences ?

Quant à savoir si le franc fort risque de limiter le nombre d'installations en Suisse, M^e Kenel nous fait part de ses doutes. Pour lui,



la situation est ambiguë : « C'est vrai que la personne qui a ses revenus en euros et qui paie son impôt en francs suisses va avoir un forfait qui a augmenté de 20 %, c'est mathématique. Mais on remarque que ce côté « cher » donne aux gens l'envie de faire partie du cénacle. Certains clients déjà installés m'ont même confié : « Heureusement, ma maison a gagné 20 % ! ». Si la Suisse était déjà jugée chère avant cet événement, cet aspect est perçu pour grand nombre comme un gage de qualité. M^e Kenel confirme que le franc fort présente une certaine garantie et que les clients sont peut-être plus enclins à acheter, par exemple, en Suisse plutôt qu'en Belgique où l'euro pourrait dégringoler subitement et faire perdre à un bien immobilier toute sa valeur. Selon lui, la réflexion n'est pas de se demander comment la Suisse va gérer le taux de l'euro mais plutôt de savoir ce que l'euro va faire globalement. La Grèce notamment, même si elle semble se stabiliser, cause certains soucis. Finalement, le franc fort serait bien plus pénalisant pour le tourisme, soit pour des produits de consommation, que pour la personne s'installant en Suisse, investir dans l'immobilier suisse donnant le sentiment de sécuriser sa fortune.

L'avenir

Au final, M^e Kenel est un homme positif. On l'a dit, la votation du 30 novembre 2014 a été un succès. « Durant des années, par honnêteté, on devait clairement prévenir les clients de faire attention aux attaques politiques. La délocalisation, c'est une aventure juridique et fiscale mais avant tout humaine. Ne pas



INTERVIEW WITH MR KENEL, A COMMITTED TAX LAWYER

LUMP-SUM TAXATION, RESIDENCY PERMITS AND A STRONG FRANC – HAS SWITZERLAND ALWAYS BEEN THIS ATTRACTIVE TO FOREIGNERS? MR KENEL, A LAWYER WHO SPECIALISES IN THE RELOCATION OF WEALTHY INDIVIDUALS, EXPLAINS.

At the start of 2015, the Swiss National Bank ruffled many feathers with its announcement that it would be dropping its franc-euro cap. To explain, we met with Mr Philippe Kenel, a highly regarded tax lawyer in

Switzerland and Belgium, at his offices in Pully. As President of the Swiss Chamber of Commerce in Belgium and an active member of the LICRA (International League Against Racism and Anti-Semitism). He also writes for the Tribune

de Genève and 24 Heures, not forgetting his blog for l'Hebdo. Following a warm welcome, Mr Kenel was proud to show us his practical guide entitled 'Délocalisation et investissements des personnes fortunées étrangères en Suisse et en Belgique'

(Relocation and investment for wealthy foreigners in Switzerland and Belgium) which was re-issued in 2014. He also tells us that, at the age of 54, he expects this guide to be relevant up to the end of his career and an updated edition will be released in 2017-2018. Mr Kenel is an unrivalled speaker. It quickly becomes clear that it will be difficult to stick to the planned questions for the interview because he is keen to share all aspects with us – political, tax-related and human – to provide as thorough an analysis of the situation as possible.

A victory for lump-sum taxation

When asked if he has noted a decline in demand from foreign people wishing to relocate to Switzerland, Mr Philippe Kenel assures us that there is still constant demand. However demand did fall just before the vote on 30 November 2014 (NDLR: popular initiative to abolish the lump-sum taxation which was rejected by the people with a result of 59.2%) - he even slowed down a little himself in this regard before seeing the outcome of the vote. While he seems to find it easy today to identify which initiatives have no chance of succeeding, he recalls that even if lump-sum rates have already increased in some cantons, the real change will affect those arriving in Switzerland after 1 January 2016. Furthermore, those falling under the old system will retain their current advantages up until 1 January 2021. As an enthusiastic defender of lump-sum taxation, Mr Kenel continues: "I have always said that low lump-sum rates will kill the lump-sum rate system. I have always fought against these low lump-sum rates because I think that Swiss people, as we have seen, support the system provided that it is not too low". Let's not forget that, following the vote of February 2009 which saw 59.6% of the electorate pass a federal decree to approve the renewal of an agreement between Switzerland and the European Community and its member states regarding the free movement of people, Mr Kenel announced that a reform in lump-sum rates was required to preserve their legitimacy; this tightening of the system took place in 2012. With lump-sum taxation conditions having therefore already been tightened in some cantons, there is minimal risk of this decline in the agreed lump-sum rates no longer attracting wealthy foreigners to Switzerland or causing those already established here to leave the country. "This phenomenon is

the same as in England and has extended to other countries too. At present, the wealthiest individuals will benefit from these tax advantages and those with a more average wealth will be subject to a 'real' taxation system". Saying this, Mr Kenel says we should not underestimate the negative aspects of lump-sum taxation in the sense that it is expensive in comparison to other countries on the list of fiscally attractive countries and it also excludes any lucrative activities in particular. "I defend this condition entirely because this is the key to the system. If a foreigner could come here to pursue a profitable activity, Switzerland's wealthy would say 'Why can't I?' Conversely, in competitor countries – namely Great Britain, Portugal, Belgium and the Grand Duchy of Luxembourg – people who benefit from the lump-sum rates can pursue profitable activities. In this regard, Mr Kenel tells us that some clients have no hesitation in forgoing the lump-sum taxation because they do not want to not work. Of course, if the lump-sum rate had simply been abolished, some wealthy people would have left the country and Mr Kenel himself had to focus on replacement solutions in other countries during the wait for the results of the vote in November 2014.

Has the strong franc had any particular consequences?

When it comes to whether there is a risk of the strong franc limiting the number of people settling in Switzerland, Mr Kenel has his doubts. He feels the situation is ambiguous. "It is true that someone who earns in euros and pays taxes in Swiss francs will experience a 20% increase in lump-sum taxation rate, that's mathematical. But this 'expense' makes people want to be part of the circle. Some clients already based here have told me: 'Fortunately, my house has increased in value by 20%!' As far as I am concerned, Switzerland has not lost any of its appeal in terms of settling here. However one thing which I foresee is that people based here will want to generate revenue in Swiss francs, by investing in Swiss real estate or by instructing their banker to manage their money in Swiss currency". While Switzerland was considered to be expensive before this event, this aspect is seen to represent an increase in quality by many. Mr Kenel confirms that the strong franc does offer a certain guarantee and clients are perhaps more inclined to purchase in Switzerland than in Belgium, for example, where the

euro could suddenly tumble and cause a property to lose all its value. In his view, the question is not how Switzerland can manage the euro exchange rate but rather knowing what the euro will do on a global level. Greece in particular is a cause for concern, even if it does seem to be stabilising somewhat. Finally, the strong franc could be more detrimental to tourism than for consumer products or people based in Switzerland and investing in Swiss real estate creates a sense of protecting one's wealth.

The future

Mr Kenel is a positive person. It has been said that the vote on 30 November 2014 was a success. "Over the years, in all honesty, we had to clearly warn clients to watch out for political attacks. Relocation is a legal and tax-based adventure but first and foremost it is a human adventure. We were always a bit on the defensive, although there was any professional misconduct involved. If you had asked me before 30 November 2014 whether the vote was desirable, I would have definitely said no. Today I am very happy that the vote took place because it has legitimised and consolidated the lump-sum taxation. The system seems much more solid in the eyes of the population as it stands at present. But this will not mean anything if we lose in June 2015 when it comes to the inheritance tax initiative". At the moment, beyond these upcoming votes, foreigners based in Switzerland can look forward to a calm future because all the conditions for becoming established here have already been set out. What could persuade someone to pack up and leave Switzerland? Mr Kenel explains that these are essentially subjective advantages. Compared to other countries with more favourable tax rates, our country can boast that it is more exotic thanks to its mountains and small towns... Its environment is different from the cosmopolitan lifestyle often led by wealthy foreigners who live in the big cities like London, Brussels and Paris. Switzerland also benefits from a very enviable education structure, a unique level of security (legal/political as well as physical), a solid economic system and an attractive stable currency. "Switzerland really does have a strong hand," Mr Kenel concludes. He gives us one last piece of advice from a client: "Switzerland needs to be careful not to become too complicated in terms of legislation".